



AÉRIEN

Le fret face au défi de la traçabilité



Conférence "Fret aérien, vers plus de traçabilité" le 27 mars lors de la SITL, en présence de Denis Choumert de l'AUTF et de l'ESC, Olivier Mary de Colca Médical Scientifique, Éric Mauroux d'Air France-KLM-Martinair Cargo, Carole Gaudry de l'Iata, Hélène Kerjean d'Akanéa et Arthur Barillas d'Ovrsea



Comparée à la route ou au maritime, la traçabilité dans le fret aérien est perfectible, selon les chargeurs. Sur une chaîne où de nombreux acteurs interviennent, une normalisation numérique plus poussée, l'ouverture aux systèmes d'information en place et la création de plateformes d'échange web visent à répondre à cette attente.

Observé mi-2018, le fléchissement du fret aérien mondial s'amplifie. En témoignent les chiffres de l'Association du transport aérien international pour janvier où le trafic se replie de 1,8 %, soit "la pire performance de ces trois dernières années", note l'Iata. Comme

l'ont constaté certains professionnels le 27 mars lors de la SITL, la filière est confrontée à un autre défi : la traçabilité. "Clients de tous les modes de transport, les chargeurs déplorent le retard pris par l'aérien dans ce domaine comparé à la route ou au maritime", déclare **Denis Choumert**. Pour le président de l'Association des utilisateurs de transport de fret (AUTF) et de l'European Shippers' Council (ESC), plus que la traçabilité, "les chargeurs

souhaitent une meilleure visibilité sur les envois par la four-niture, par exemple, d'heures d'arrivée estimées (ETA) ou d'informations sur le statut et l'état des produits pendant leur trajet. Ils veulent être alertés en cas d'aléas sur un périmètre porte à porte et non aé-

roport à aéroport seulement". Ce besoin se manifeste avec plus d'acuité dans l'industrie pharmaceutique où "ses bonnes pratiques de distribution (GDP) imposent une traçabilité end-to-end quel que soit l'incoterm utilisé", confirme **Olivier Mary** de Colca Médical Scientifique.

En se connectant par API aux systèmes d'information des acteurs du fret aérien, le commissionnaire numérique Ovrsea tente de répondre à ces attentes.

"L'enjeu est de coupler les informations du transport aérien avec celles de ses maillons aval et amont"

"Rares encore sont ceux qui autorisent l'accès à leur système d'information", signale toutefois son dirigeant, **Arthur Barillas**.

OUVERTURE DES SYSTÈMES D'INFORMATION

"Sur la base de ces données, nous devenons proactifs en proposant des services prédictifs sur les tarifs mais aussi sur les routes alternatives à emprunter si une compagnie ou un aéroport rencontre une difficulté ou en cas d'événement géopolitique". Autorisant l'accès à ses systèmes d'information depuis novembre 2018, Air France-KLM-Martinair Cargo "propose déjà une série de services numériques pour suivre, réserver ou coter une expédition au moyen de notre portail ou d'interfaces avec les systèmes d'information de nos clients", précise **Éric Mauroux**. Le directeur chargé des produits périssables et sensibles de la compagnie reconnaît cependant que l'enjeu aujourd'hui est de "consolider ces informations avec celles des maillons aval et amont au transport aérien".

Pointées par **Hélène Kerjean d'Akanéa**, "la normalisation et la standardisation des échanges numériques sont des passages

obligés pour atteindre cette traçabilité de bout en bout". L'éditeur informatique y travaille avec, notamment, l'Iata à l'initiative de plusieurs projets allant dans ce sens. Si e-Freight est le plus connu mais peine à s'étendre au-delà du maillon aéroport-aéroport, deux autres portent les ambitions du secteur : One Record et, indirectement, Cargo IQ.

PROGRAMMES "ONE RECORD" ET "CARGO IQ"

"En phase pilote et en réponse au développement des flux e-commerce transfrontaliers, One Record vise à créer une plateforme d'échanges web entre tous les acteurs du fret aérien avec pour mission de centraliser les données d'un envoi dont de traçabilité", explique **Carole Gaudry** de l'Iata. Quant à Cargo IQ déjà opérationnel, il propose un cadre commun en matière de procédures qualité de l'expéditeur au destinataire. Les démarches de certification CEIV dans le "pharma" et, plus récemment, les produits périssables sont de nature aussi à améliorer la traçabilité sur ces deux segments de marché.

Érick DEMANGEON